

CONSEIL NATIONAL 30 et 31 mai 2024 - Rodez

Résolution

Le Conseil National de la Fédération des Employés et Cadres FORCE OUVRIERE, réuni à Rodez les 30 et 31 mai 2024, **réaffirme** son indépendance vis-à-vis du patronat, des gouvernements, des partis ou groupements politiques, des religions et des groupes philosophiques, conformément à la Charte d'Amiens, fondement du syndicalisme libre et indépendant. **Le Conseil National rappelle** l'attachement de FO à la République une et indivisible et aux principes républicains de Liberté, Egalité, Fraternité et Laïcité, garants de l'égalité en droit.

Le Conseil National estime que tout doit être mis en œuvre pour mettre fin à tous les conflits armés et à toutes les guerres. **Le Conseil National appelle** au cessez-le-feu immédiat et à l'arrêt de tous les massacres, comme aujourd'hui celui du peuple palestinien par des bombardements visant méthodiquement la population civile, comme cela a été le cas dernièrement sur un camp de réfugiés à Rafah : Stop au massacre – Arrêt du génocide – Arrêt des livraisons d'armes – Cessez-le-feu immédiat – Libération immédiate de tous les otages.

Le Conseil National condamne la volonté gouvernementale de mettre en place une politique d'économie de guerre. **Il dénonce** le financement de cette politique par la destruction des services publics, le blocage des rémunérations et la destruction des acquis sociaux.

Le Conseil National condamne toutes les répressions contre les droits des jeunes, des travailleurs et des militants syndicalistes se mobilisant pour la paix. **Il condamne** toute répression judiciaire et disciplinaire contre ceux qui utilisent leur liberté d'expression pour exprimer leur opposition à la guerre.

Le Conseil National, conformément aux traditions les plus fortes de notre Confédération, **se tient** aux côtés des travailleurs russes et ukrainiens qui perdent la vie tous les jours. **Le Conseil National ne se tient pas** du côté des pourvoyeurs de guerre et de ceux qui remettent en cause les libertés, en particulier celle d'avoir des syndicats libres et indépendants, et qui alimentent la surenchère de livraison d'armes.

Salaires

Dans un contexte inflationniste qui perdure, et afin de permettre de vivre dignement, **le Conseil National revendique** l'augmentation générale des salaires et traitements, ainsi que celle des retraites, pensions, allocations, *minima* sociaux et bourses étudiantes.

Le Conseil National rappelle la primauté du salaire, parce qu'alimentant aussi le salaire différé, sur les autres dispositifs de rémunération. **Il revendique** le retour au mécanisme de l'échelle mobile des salaires, seul susceptible d'éviter de nouvelles pertes de pouvoir d'achat difficiles pour l'ensemble des

travailleurs. **Il réaffirme** son attachement à la branche professionnelle et son rôle de négociation des salaires *minima* hiérarchiques.

Le Conseil National dénonce la volonté de dégradation des classifications et des rémunérations opérées par les employeurs, plus particulièrement par le biais des révisions des classifications d'emplois ou des modernisations de conventions collectives nationales.

Il s'agit de prétextes pour revenir sur les acquis des salariés, baisser les rémunérations et dégrader les conditions de travail et plus globalement pour les employeurs, réaliser des économies sur le dos des salariés. **Le Conseil National s'oppose** à de telles pratiques fallacieuses.

Le Conseil National revendique une égalité de traitement et de droits pour l'ensemble des salariés. **Il condamne** toute discrimination et toute atteinte visant à remettre en cause les dispositions pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Conseil National rappelle son exigence de voir aboutir dès maintenant son mot d'ordre : « à travail égal, salaire égal » !

Le Conseil National condamne le projet de simplification du bulletin de salaire qui vise à faire disparaître toutes les lignes relatives au salaire différé à l'origine du financement de notre système de protection sociale.

Protection sociale et Retraites

Faisant fi du paritarisme en n'agréant pas l'accord de novembre 2023, le gouvernement décrète de nouvelles règles d'indemnisation chômage toujours plus strictes au prétexte mensonger de parvenir au plein emploi (voir la loi *Pour le plein emploi* et la convention tripartite 2024-2027), stigmatisant toujours davantage les demandeurs d'emploi. L'objectif est clairement de les placer de force sur les métiers dits « en tension ».

Le Conseil National condamne cet acharnement **et revendique** le rétablissement des cotisations salariales et le maintien des cotisations patronales afin de revenir aux fondements du paritarisme et à une indemnisation chômage, premier rempart contre la précarité et la pauvreté.

C'est ainsi qu'**il condamne** la mise en place de France Travail et la mise en œuvre du « STO » (Service du Travail Obligatoire) pour les bénéficiaires du RSA. C'est aussi pourquoi **le Conseil National s'oppose** à la suppression de l'Allocation de Solidarité Spécifique garantissant la validation de trimestres pour la retraite, ce que le RSA ne permet pas.

Le Conseil National continue d'exiger l'abrogation de la CSG et CRDS.

Le Conseil National s'oppose à un régime de protection sociale universel et à toute remise en cause du régime agricole (MSA) qui est le deuxième régime de protection sociale en France.

Le Conseil National condamne les COG (conventions d'objectifs et de gestion) qui orchestrent un cadrage budgétaire aboutissant notamment à une diminution des effectifs.

Le Conseil National constate que le montant des exonérations de cotisations patronales s'amplifie avec 73,6 milliards € en 2022, soit une augmentation de +13,1 % sur un an et sera vraisemblablement d'environ 80 milliards € pour 2023.

Ainsi, les différentes mesures d'exonération prises par le gouvernement conduisent à une accélération de la remise en cause du financement de la Sécurité sociale basée sur la cotisation.

Le Conseil National exige l'abandon de toutes les mesures visant à remettre en cause le financement de la Sécurité sociale par les cotisations.

Le Conseil National réaffirme sa revendication d'arrêt des exonérations plus que jamais d'actualité au moment où les pires attaques se poursuivent contre la Sécurité sociale au nom des économies à réaliser.

Ainsi, **le Conseil National s'oppose** à la restructuration du service médical de la Sécurité sociale annoncé dans un rapport de l'IGAS du 18 avril 2024 qui fait suite à une commande du ministère de la Santé. Celle-ci n'était pas évoquée dans la COG 2023-2027 que nous condamnons par ailleurs. Cette restructuration fait peser de lourdes menaces sur l'existence du service médical et sur le devenir de son personnel.

De même, **le Conseil National condamne** le transfert des centres de santé des CPAM aux UGECAM¹. En effet, si les UGECAM font partie de l'assurance maladie, elles sont toutefois sous la tutelle des Agences régionales de santé (ARS) comme les hôpitaux et doivent répondre, à ce titre, aux règles comptables de ces dernières.

Ainsi, ce transfert est en réalité la programmation, à plus ou moins long terme, de leur fermeture dans un contexte où l'accès aux soins de qualité sans dépassement d'honoraires est de plus en plus compliqué.

Le Conseil National dénonce les dispositions de l'article 6 de l'Accord national interprofessionnel (ANI) du 23 avril 2024 relatif aux reconversions professionnelles qui prévoient un mécanisme de mutualisation des indemnités de licenciement pour inaptitude concernant les salariés de 55 ans et plus. Il s'agirait de créer une ligne budgétaire au sein de la branche AT-MP afin que le paiement de ces indemnités soit pris en charge par la Sécurité sociale en lieu et place des employeurs. Ce n'est pas le rôle de la Sécurité sociale, d'autant que cela contribue au pillage des cotisations.

Le Conseil National condamne le rapport de la Cour des comptes du 29 mai 2024 qui pointe l'augmentation de 4,7 milliards d'indemnités journalières depuis sept ans. Pour la Cour des comptes, il faut encore faire des économies ! : pas d'indemnisation à moins de huit jours d'arrêt ; augmentation du nombre de jours de carence de trois à sept ; ramener la durée maximale d'indemnités journalières de trois à deux ans.

Le Conseil National n'abandonnera pas le combat contre la casse de notre système de retraites et de tous nos avantages acquis de haute lutte.

Le Conseil National revendique le retour au départ à la retraite à 60 ans à taux plein basé sur les dix meilleures années.

Le Conseil National exige le maintien de tous les régimes de retraite des salariés : régime général, régime agricole, code des pensions civiles et militaires, ainsi que l'AGIRC-ARRCO et le retour aux régimes spéciaux et particuliers. **Il rappelle** son attachement à la retraite par répartition.

Emploi, formation professionnelle et justice sociale

Le Conseil National condamne la politique de destruction d'emplois **et revendique** des investissements massifs pour tous les secteurs, en particulier dans la fonction publique pour la santé, l'éducation nationale, et ce, de toute urgence. L'enjeu de l'IA ne doit pas être le prétexte à la destruction des emplois.

Le Conseil National réaffirme, en outre, que les aides publiques aux entreprises doivent être conditionnées au maintien et à la création d'emplois, à l'augmentation des salaires, à l'amélioration des conditions de travail, aux investissements productifs, aux relocalisations et au respect de l'ensemble

¹ Union de la gestion établissements des caisses de l'assurance maladie

des normes légales et conventionnelles. **Le Conseil National revendique** le remboursement intégral des sommes versées sans contrepartie.

Le Conseil National dénonce et condamne tous les statuts précaires dans toutes les branches, notamment les intérimaires, les CDI intérimaires, le recours à toute forme d'ubérisation, de flexibilité du travail...

Le Conseil National rappelle, à ce titre, que l'amélioration du taux d'emploi et de l'égalité de traitement des femmes, des salariés en situation de handicap, des seniors est une priorité pour plus de justice sociale.

Le Conseil National exige le retour à une réparation totale du préjudice du salarié en cas de licenciement et l'abrogation des barèmes Macron.

Le Conseil National exige le retour à une gestion paritaire de la formation professionnelle, garantissant à chaque salarié l'accès à une formation professionnalisante, certifiante, qualifiante et assurant un emploi stable.

Le Conseil National rejette l'instauration d'un reste à charge CPF (compte personnel de formation), **et plaide** pour le renforcement du Conseil en Evolution Professionnelle. **Le Conseil National déplore** ce recul conséquent d'un droit acquis à la formation. C'est un nouveau racket qui va conduire certaines personnes à renoncer à ce droit légitime !

Conditions de travail

La remise en cause des dispositions protectrices du contrat de travail individuel du salarié, l'affaiblissement des conventions collectives et de la négociation de branche, les nombreuses suppressions de postes et les nouvelles formes d'organisation du travail ont pour conséquence une inacceptable et dangereuse détérioration des conditions de travail, avec une augmentation des accidents du travail, de leur fréquence et de leur gravité.

Le Conseil National dénonce la politique des employeurs et des pouvoirs publics en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles trop souvent contestés qui entraîne un nombre croissant de décès au travail.

Le Conseil National réaffirme l'importance des services de prévention et de santé au travail, avec les moyens associés. **Le Conseil National revendique** le rétablissement d'une véritable médecine du travail indépendante et protectrice des salariés.

Pour améliorer la situation des travailleurs le plus rapidement possible, **le Conseil National revendique** l'extension du tableau des maladies professionnelles aux risques psycho-sociaux. **Le Conseil National condamne** toutes les formes de harcèlement, les violences sexistes et sexuelles que subissent les salariés en entreprise et plus particulièrement les femmes.

Le Conseil National apporte son soutien indéfectible aux syndicats et aux travailleurs mobilisés contre les risques professionnels. **La revendication du Conseil National** d'assurer une amélioration de la santé, de la sécurité et des conditions de travail passe par un retour des CHSCT plus que jamais prioritaire !

Le Conseil National rappelle son attachement au repos dominical **et dénonce** toutes les dérogations abusives, y compris au prétexte de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024. Cette atteinte aux droits des salariés les expose à sacrifier toujours plus leur vie personnelle au seul profit du patronat et sans jamais favoriser l'emploi et les salaires.

Liberté syndicale et droit de grève

Le Conseil National exige le rétablissement, dans le Code du travail, de la libre présentation des candidats aux élections professionnelles et désignation des délégués syndicaux, garantissant la liberté

de revendiquer, de négocier et de contracter. **Il exige** l'abrogation de toutes les lois et de tous les décrets liberticides (sur la représentativité syndicale et sur le fichage des militants syndicaux...).

Le Conseil National s'oppose à toute tentative de supprimer l'exclusivité qu'ont les syndicats de présenter des listes au premier tour des élections professionnelles **et exige** le retrait de la limitation du nombre de mandats successifs.

Le Conseil National, de manière générale, **s'oppose** à tout velléité de réforme, notamment celles visant à remonter les seuils d'effectifs pour la mise en place des CSE, les seuils de représentativité en entreprise pour la désignation des DS et en branche pour la détermination de la représentativité des organisations syndicales au niveau national (passage de 10 à 15 %).

Le Conseil National s'opposera à ce projet qui est une volonté du gouvernement de détruire les organisations syndicales qui constituent le principal outil de défense des intérêts des travailleurs.

Le Conseil National condamne les tentatives du gouvernement pour remettre en cause le droit de grève.

Il condamne toute répression contre les militants syndicaux.

Développement et syndicalisation

Plus que jamais, nous, syndicats de la FEC FO, sommes déterminés à renforcer l'organisation des salariés dans nos syndicats et poursuivre sans relâche notre action syndicale.

Le Conseil National affirme que le développement est un axe prioritaire pour notre organisation syndicale, pour la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs et nécessaire au rapport de force. La mobilisation de l'ensemble des militantes et militants doit permettre d'améliorer notre représentativité globale à travers toutes les élections à venir (CSE, chambres d'agriculture, TPE, délégués MSA.).

Le Conseil National appelle tous les camarades de la FEC futurs retraités à continuer d'adhérer à l'Organisation pour participer et aider au développement de FO.

Le Conseil National donne mandat à la Fédération pour mettre en œuvre toutes décisions et actions favorisant l'augmentation du nombre d'implantations et d'adhésions.

En conclusion :

Le Conseil National dénonce le fait que le gouvernement utilise deux évènements aux valeurs antinomiques, la guerre et les Jeux Olympiques/Paralympiques pour bafouer les libertés, les droits des travailleurs et les droits démocratiques.

PAS DE TREVE POUR LES REVENDICATIONS !

Si le Conseil National se réjouit de l'action commune avec d'autres organisations syndicales, celle-ci ne doit pas nous empêcher de combattre, avec tous les salariés, pour la construction du rapport de force indispensable contre la volonté du gouvernement de s'attaquer à nos acquis sociaux et de nous mener vers la guerre.

VIVE LA PAIX ! VIVE LA LIBERTE ! VIVE LA FEC FO ! VIVE FORCE OUVRIERE !

Rodez, le 31 mai 2024

Adoptée à l'unanimité.